

# YVAN ALLAIRE

« La crise est le fruit d'un système financier hors de contrôle. »



Président du conseil d'administration de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Yvan Allaire a longtemps agi comme conseiller auprès de la haute direction de grandes entreprises canadiennes. Il fut le cofondateur du Groupe SECOR et vice-président exécutif de Bombardier de 1996 à 2001. Dans son dernier livre co-écrit avec la professeure Mihaela Firsirotu, *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*, il dénonce la lente corruption du système de marchés et appelle à un système économique et social plus équitable et moral.

**PAR MARINE THOMAS**

**DANS VOTRE LIVRE, VOUS AFFIRMEZ CROIRE DANS LA SUPÉRIORITÉ DU MODÈLE DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ, MAIS COMPAREZ NÉANMOINS LES MARCHÉS À UN « MEILLEUR AMI MANIACO-DÉPRESSIF »...**

Ma femme, co-auteure de ce livre est de Roumanie. Nous avons visité ce pays de 1981 à 1989 et j'ai vu jusqu'où le communisme peut mener. On l'a essayé ce modèle-là et cela a donné des aberrations extraordinaires. Oui, le marché et l'entreprise privée sont les meilleurs amis du citoyen. Mais ce ne sont pas des amis parfaits, ce sont des amis qui doivent être encadrés. Ils sont *maniaco-dépressifs*, ils ont tendance à favoriser les forts contre les faibles et aussi à avoir parfois mauvais goût. Donc ce ne sont pas des amis à qui on laisse faire ce qu'ils veulent, il faut leur tenir la bride.

**SELON VOUS, LES CRISES DE CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES ONT ÉTÉ PROVOQUÉES PAR LA DOMINATION DES MARCHÉS FINANCIERS. POURQUOI ?**

Il n'y a aucun doute que la crise que l'on a connu en 2008, et qui perdure jusqu'à un certain point, est le fruit d'un système financier hors de contrôle où la cupidité est devenue permanente et pénètre tous les interstices du marché financier.

Cela ne pouvait qu'aboutir à un désastre, qu'on a connu et qui continue de faire mal dans beaucoup de pays parce que la crise européenne est la conséquence directe de la crise de 2008. C'est donc un système qu'il faut remettre en question. Malheureusement, on a eu une occasion de le faire, on a tenté de le faire, mais les forces de la résistance sont puissantes, elles ont réussi à faire dévier bon nombre de mesures proposées et finalement, on se retrouve avec un système financier qui est presque identique à celui qu'on connaissait en 2006-2007.

**L'UNE DES MESURES QUE VOUS PRÉCONISEZ EST LA MISE SOUS CONTRÔLE DES PRODUITS DÉRIVÉS À DÉCOUVERT...**

Le problème, c'est que c'est difficile à comprendre pour le citoyen ordinaire. Au départ, c'est une forme d'assurance et c'est très bien. Mais lorsque l'acheteur de ce produit dérivé n'a pas vraiment assuré quoi que ce soit, il ne fait que spéculer dessus. L'enjeu des dettes européennes, c'est aussi une crise des produits dérivés. Ça décuple le volume des produits dérivés, ça les rend d'une somme et d'une valeur absolument extraordinaires avec évidemment une grande sensibilité de tout le marché aux moindres mouvements autour des produits sous-jacents à ces

produits dérivés. Il faut les éliminer et que les autres produits soient rendus plus transparents. Nous sommes encore en train de voir comment on pourrait bâtir des plateformes d'échange où l'on pourrait voir les transactions sur les produits dérivés et au moins avoir une idée des valeurs, des volumes et qui sont les parties impliquées.

**AUX ÉTATS-UNIS, LA PÉRIODE DE DÉTENTION MOYENNE DES ACTIONS EST PASSÉE DE SEPT ANS EN 1960 À DEUX ANS EN 1992 ET À SEPT MOIS EN 2006. QUE PEUT-ON FAIRE POUR LUTTER CONTRE CE PHÉNOMÈNE ?**

Il faut remettre en question le modèle « une action, un vote ». Aujourd'hui, c'est comme si on donnait le droit de vote aux touristes et aux nouveaux arrivants dans un pays. Nous avons fait une proposition à ce sujet qui a été extrêmement bien reçue à Davos. Il faudrait dorénavant détenir une action pendant un an avant de pouvoir voter. C'est une forme de citoyenneté corporative. Et cela enlèverait énormément de moyens aux fonds de couverture pour faire pression sur les entreprises. Aujourd'hui, quand commence une possibilité de prise de contrôle, 40% des actions changent de main en l'espace de trois jours, et s'en vont dans des mains de fonds d'arbitrage

et de couverture, tous des joueurs de court terme qui pensent qu'il y a de l'argent à faire avec cela. Ils peuvent le faire, mais quand arrive le temps de voter, ils n'en auraient pas le droit. Et cela donnerait aux actionnaires de long terme énormément de pouvoir. Je sais qu'il y a cette notion qu'on est mondialisé, que les gouvernements n'ont plus de pouvoir. Mais ce n'est pas tout à fait vrai, nous pouvons commencer par appliquer des règles simples chez nous.

### À PROPOS DES RÉMUNÉRATIONS DE CERTAINS DIRIGEANTS, VOUS DÉNONCEZ UN APPÂT DU GAIN QUI A CONDUIT À LA CRISE MORALE QUE L'ON CONNAÎT AUJOURD'HUI...

Cela fait à peu près quinze ans que les rémunérations ont commencé à dévier d'une norme raisonnable. Pas forcément en terme de quantum, mais sur la façon dont on établit les montants de la rémunération. Or, si on ne change pas ce modèle-là, tout le reste ne changera pas. Il faut éliminer les options sur les titres. C'est un modèle de rémunération qui est maintenant assez uniforme mais qui est profondément vicié. Et partout où ce système s'est installé, il y a cette notion qu'un dirigeant peut faire énormément d'argent s'il réussit à faire croître le bénéfice par action, par tous les moyens. Des moyens réels, si vous avez un excellent produit ou service et que les gens se battent pour l'acheter, tant mieux.

Mais il y a tellement de moyens qui n'ont rien à voir avec le rôle fondamental de l'entreprise. Par exemple, l'ingénierie financière, acheter des actions, endetter l'entreprise, faire des acquisitions. Et si vous ne le faites pas, les spéculateurs et les fonds agressifs autour vont se mettre à vous attaquer, attaquer l'entreprise pour vous faire sortir de là parce que vous ne livrez pas la marchandise. Donc vous avez le choix de jouer le jeu ou qu'on se débarrasse de vous. C'est un cercle vicieux. Je peux détester individuellement un phénomène qui je sais donne de mauvais résultats collectivement, mais je ne sais pas comment en changer et je suis obligé d'embarquer. Il faut donc des modèles où les gens sont poussés dans la bonne direction, des nouveaux modèles de rémunération, des nouveaux modèles d'entreprises.

Le cœur du problème, c'est que nous sommes arrivés à une norme d'entreprise cotée en bourse qui n'a pas vraiment de propriétaires, mais qui est la propriété de centaines de fonds. Ce modèle-là était vu comme l'idéal américain et toutes les entreprises se sont dirigées vers ce modèle. Les médias et les programmes de MBA sont entièrement focalisés sur le modèle d'entreprise cotée en bourse. Or, c'est justement le type d'entreprise qui donne prise à tous les spéculateurs autour de l'entreprise, même si c'est

## « Le cœur du problème, c'est que nous sommes arrivés à une norme d'entreprise cotée en bourse qui n'a pas vraiment de propriétaires, mais qui est la propriété de centaines de fonds. »

moins le cas au Québec, car beaucoup de nos entreprises championnes ont des actions à votes multiples. Les bourses elles-mêmes sont devenues cotées en bourse. L'agence de notation Moody's est devenue cotée en bourse. Les gardiens des marchés sont devenus eux-mêmes une partie du marché boursier. Ça n'a pas de sens. On sait que d'autres modèles existent, mais ce n'est pas la norme. C'est aussi cela qu'il faut changer. Il faut qu'on élargisse à des modèles de propriété et qu'on retourne à des entreprises où il y a des propriétaires.

### VOUS PRÉCONISEZ QUE LES ENTREPRISES PRIVÉES N'AIENT PAS EN BOURSE ?

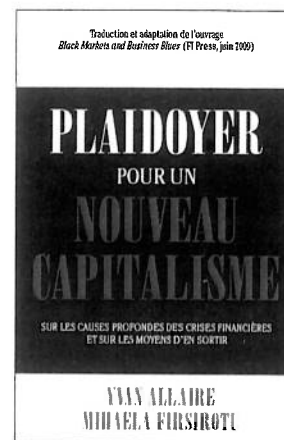
Ou de retarder cette échéance le plus longtemps possible. Il y en a qui n'ont pas le choix, c'est la seule façon de se financer, mais justement il faut qu'il y ait des alternatives à cela. Le passage en bourse change la culture de l'entreprise. Et si vous voulez aller en bourse, allez-y avec l'action à vote multiple. Il faut aussi beaucoup regarder du côté des coopératives, c'est un modèle de capitalisme démocratique auquel je crois beaucoup. Les gens se sentent propriétaires, l'exploitation est faite pour leur bénéfice. C'est comme les ressources naturelles, il faut que les gens sentent qu'ils sont propriétaires des ressources, ce qui est un fait juridique. Il n'y a rien de pire que les citoyens locataires.

### AVEC LES INDIGNÉS, OCCUPY WALL STREET OU MÊME LE PRINTEMPS ÉRABLE ICI AU QUÉBEC, NOUS ASSISTONS JUSTEMENT À UNE DÉNONCIATION CITOYENNE DE CERTAINS EXCÈS ACTUELS. QUE PENSEZ-VOUS DE CES MOUVEMENTS ?

On a raison de se préoccuper par

solidarité avec les autres pays et parce que c'est sûr que les excès ailleurs, cela fait boule de neige. Le problème de la cupidité, c'est que c'est une maladie infectieuse, ça percole partout. Mais le Québec est aussi loin que l'on peut aller du capitalisme pour pouvoir encore utiliser le *label*. Presque 50 % de notre PIB vient de la dépense publique. Dans nos cent plus grandes entreprises, il y a des coopératives, des sociétés d'État, des entreprises familiales. Notre taux d'inégalité des revenus est bas puisque le 10 % supérieur gagne 4,1 fois le 10 % inférieur. C'est 14 fois aux États-Unis et 12 fois en Grande-Bretagne. On est assez loin du modèle capitaliste brutal à l'état pur.

*Occupy Wall Street* est un mouvement que j'appuie parce qu'il y a un problème de fonds. Ils ont dit « ce qui se passe dans cette rue n'a pas de sens ». C'est sûr que ces gens-là ne sont pas des experts, mais c'est très bien, ils sont là comme citoyens pour dire « nous en avons assez ». Si c'était juste les acteurs de la finance qui perdaient de l'argent entre eux, ce serait une chose. Mais on voit bien les conséquences, la note est refléé à quelqu'un d'autre. Et la note la plus cruelle, c'est cette austérité assez brutale que l'on a imposée aux pays européens, dont le seul but est de s'assurer que les banques retrouvent leur fric. Car pour être capable de repayer, il faut réduire les dépenses. Et donc ce sont les citoyens qui payent. Ils ont payé une première fois parce que pour sortir du pétrin les banques, les citoyens ont dû mettre de l'argent à travers leurs gouvernements. Leurs gouvernements se trouvent endettés et donc maintenant il faut serrer la vis à qui? Et bien aux citoyens. C'est une cruelle ironie et c'est extrêmement dangereux. Si on ne fait rien, la prochaine crise ne sera pas économique, elle ne sera pas financière, elle sera sociopolitique. ↘



Le livre *Plaidoyer pour un nouveau capitalisme*